

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
058/2023	Régie restaurant scolaire	27/06/2023	7.1. Décisions budgétaires

Envoyé en préfecture le 27/07/2023

Reçu en préfecture le 27/07/2023

Publié le

ID : 013-211300363-20230627-23_DEL_058-DE



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **22**
Procurations : **4**
Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

OBJET : Régie restaurant scolaire

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Béangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

Absents excusés : OWEDYK Corinne.

Par délibération n°043/2022 du 31 mai 2022, le Conseil Municipal a incorporé la dématérialisation et la télétransmission électronique, dans la régie citée en objet par la mise en place de l'encaissement par carte bancaire.

La Commune a également décidé de mettre en place le paiement sur Internet.

A cet effet, l'article 5 de la délibération 31 mai 2022 doit être complété par le rajout de ce nouveau mode de paiement.

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du 25 juillet 2023 de Mme La Comptable Publique assignataire concernant le projet de délibération remplaçant la délibération n°043/2022 du 31 mai 2022 instituant une régie de recettes pour la perception des droits relatifs à la restauration scolaire,

Après avoir présenté les motifs qui rendent souhaitable la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des droits perçus pour la restauration scolaire.

Il est demandé au conseil municipal de :

Article 1 : Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement des droits perçus pour la restauration scolaire des élèves de maternelle et élémentaire, des enseignants des écoles d'Eyragues, du personnel communal, auprès du service des affaires financières de la commune d'Eyragues ;

Article 2 : Cette régie est installée à la Mairie d'Eyragues – Place de la Libération – BP 5 – 13630 Eyragues ;

Article 3 : La régie fonctionne toute l'année ;

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Repas du restaurant scolaire

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1^{er} : paiement en numéraire, euros, contre une remise de tickets,
- 2^{ème} : paiement par chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, contre une remise de tickets,
- 3^{ème} : paiement par carte bancaire, contre une remise de tickets,
- 4^{ème} : paiement par Internet, il est perçu contre la remise à l'utilisateur de facture issue du logiciel de facturation.

Article 6 : Les fonds et valeurs devront être entreposés dans le coffre-fort, de la Mairie d'Eyragues.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du Régisseur à qualité auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Provence Alpes Cotes d'Azur et des Bouches-du-Rhône.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 8 000 euros.

Article 9 : Le Régisseur est tenu de verser au Comptable du Trésor le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 au minimum une fois par mois

Article 10 : Le Régisseur verse auprès du Trésorier payeur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 11- Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 12 - Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 13 : Le Maire et la Comptable Publique assignataire de la Commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Mandate M. le Maire ou son 1^{er} Adjoint pour mener à bien ce dossier

Dire que cette délibération remplace les précédentes délibérations de création et modification de cette régie.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'État ;
- date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de la Commune ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.